

**Exonérations abri de jardin soumis à DP en %
Autorisation à partir du 1er janvier 2021**

Communes	N° INSEE	% d'exonération part communale de la TA Abris jardin, pigeonniers Colombiers soumis à DP
AGEL	34004	100%
AIGUES-VIVES	34007	100%
ARGELLIERS	34012	100%
ASPIRAN	34013	100%
AUTIGNAC	34018	100%
BRIGNAC	34041	100%
CANET	34051	60%
CAPESTANG	34052	100%
CAUX	34063	100%
CAZEDARNES	34065	100%
GIGEAN	34113	100%
MAS-DE-LONDRES	34152	70%
MONTOULIERS	34170	100%
SAINT-CHINIAN	34245	100%
SAINT-ETIENNE-D'ALBAGNAN	34250	100%
SAINT-ETIENNE-DE-GOURGAS	34251	50%
SIRAN	34302	100%
VENDRES	34329	10%

ARTICLE L331-9 du code de l'urbanisme

Par délibération prise avant le 30 novembre de l'année pour une application au premier janvier suivante les communes peuvent exonérer de la taxe d'aménagement, en tout ou partie, chacune des catégories de construction ou aménagement suivantes :

1° Les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7 ;

2° Dans la limite de 50 % de leur surface, les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L. 331-12 et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L. 31-10-1 du code de la construction et de l'habitation ;

3° Les locaux à usage industriel et artisanal mentionnés au 3° de l'article L. 331-12 du présent code ;

4° Les commerces de détail d'une surface de vente inférieure à 400 mètres carrés ;

5° Les immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

6° Les surfaces annexes à usage de stationnement des locaux mentionnés au 1° et ne bénéficiant pas de l'exonération totale ;

7° Les surfaces des locaux annexes à usage de stationnement des immeubles autres que d'habitations Individuelles ;

8° Les abris de jardin, les pigeonniers et colombiers soumis à déclaration préalable.

9° Les maisons de santé mentionnées à l'article L. 6323-3 du code de la santé publique .